

Premier Congrès des Nations Unies en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants

Genève, 22 Août - 3 Septembre 1955

First United Nations Congress on the prevention of the crime and the treatment of offenders.

Geneva, 22nd August - 3rd September, 1955

Cet important congrès, préparé depuis près de deux ans par le secrétariat des Nations Unies, a réuni plus de 500 participants se répartissant en quatre catégories : délégués gouvernementaux (46 pays représentés); représentants des institutions spécialisées (U.N.E.S.C.O., B.I.T., O.M.S., etc.); délégués des organisations non gouvernementales (45 organisations); membres à titre individuel (150 personnalités, spécialistes des questions pénitentiaires, criminologiques et juvéniles).

Il convient de préciser que seules les délégations gouvernementales avaient le droit de vote et d'amendement, les représentants des organisations non gouvernementales pouvaient être autorisés à faire connaître leur avis, mais seulement dans les réunions de section.

Les travaux étaient répartis entre trois sections :

- 1° Travail pénitentiaire;
- 2° Recrutement et formation du personnel pénitentiaire;
- 3° Prévention de la délinquance juvénile.

C'est à cette dernière section que la F.I.F.S.P. était représentée par son secrétaire général, P. VILLETORTE et M. MARTIN, Chief constable of Liverpool (Grande-Bretagne).

La section III a tout d'abord fait porter ses efforts sur l'élaboration d'une définition de la délinquance juvénile qui puisse s'appliquer à tous les pays du monde.

This important congress on which the preparation of the Secretariat of the United Nations spent almost two years, brought together more than 500 participants falling into four categories; governmental delegates representing 46 countries; representatives of specialist institutions (U.N.E.S.C.O., B.I.T., O.M.S., etc.); delegates of non-governmental organisations (45 organisations); individual members (150 personalities, specialists in prison, criminal and juvenile problems).

It should be noted that only governmental delegates had the right to vote and to propose amendments; the representatives of non-governmental organisations were entitled to give their opinions but only in the meetings of the different sections.

The work was divided into three sections :—

- (1) Prison work.
- (2) Recruiting and Training of Prison Staffs.
- (3) The prevention of juvenile delinquency.

The I.F.S.P.O., represented by its Secretary-General P. VILLETORTE and by M. MARTIN, chief Constable of Liverpool (Great Britain) took part in the work of the last section.

This section No. 3 first devoted its attention to drawing up a definition of "juvenile delinquency" which could be applied to all countries of the world.

Après trois jours de discussion, on a conclu qu'en raison des grandes différences qui existent entre les coutumes, les législations et les philosophies des divers pays, il n'était pas possible de formuler une définition limitée et de portée universelle de l'expression « délinquance juvénile ». En conséquence, la section a adopté le texte ci-après :

La question à étudier est la situation des mineurs dans l'intérêt desquels la société devrait promouvoir des mesures destinées à leur per-

After three days discussion the conclusion was reached that because of the great differences existing in the customs, laws and philosophies of the various countries it was not possible to formulate a limited definition of universal extent, of the expression "juvenile delinquency." Consequently this section adopted the following text :—

"The problem to be studied is the position of minors in whose interest Society ought to



Le premier Congrès s'est tenu dans la salle de l'Assemblée des Nations Unies.

mettre, autant que possible, de mener dans le respect de la loi une existence utile et bien adaptée.

Les discussions et travaux du congrès devront porter non seulement sur les jeunes qui ont commis un acte considéré comme une infraction à la loi pénale en vertu de la législation de leur pays, mais aussi sur ceux qui, en raison de leur condition sociale, risquent de commettre un tel acte ou qui ont besoin d'assistance et de protection.

Les mesures préventives devront s'étendre à ces trois catégories de mineurs.

take steps to enable them as far as possible to lead a law-abiding and useful life.

"The discussions and the efforts of Congress will have to consider not only those young people who, according to the laws of their country, have committed and act which is regarded as a breach of criminal law; but also those who, because of their social surroundings, are liable to commit such an act, or who are in need of help and protection.

"Prevention measures will have to encompass three categories of young people."

On a conclu que la section devrait essentiellement s'attacher à la question de la prédélinquance, c'est-à-dire à la prévention de la délinquance juvénile dans les cas où il n'y a pas encore eu violation de la loi. En outre, il a été décidé d'étudier, compte tenu de ce qui est fait dans chaque pays dans le domaine de la prévention de la délinquance juvénile, comment on peut développer l'action préventive : 1° dans la collectivité; 2° au sein de la famille et à l'école; 3° dans les services sociaux, et 4° dans d'autres institutions. On a constaté alors que cette classification donnait lieu à des chevauchements, certaines catégories de mesures — par exemple les services gouvernementaux et médicaux — pouvant être utilisées dans deux ou plusieurs des domaines énumérés.

Malgré ces constatations et quelques autres du même ordre, les débats se sont poursuivis successivement sur les points cités qui, dans le rapport final, ont fait l'objet de conclusions sous les titres :

- a) Milieu de vie;
- b) La famille et l'école;
- c) Travail;
- d) Services sociaux y compris les services sanitaires;
- e) Autres institutions;
- f) La recherche.

Les travaux de la section III se sont terminés par un rapport de treize pages dans lesquelles, seules les lignes suivantes étaient consacrées à l'action de la police :

Les services de la police peuvent s'occuper des jeunes gens d'une manière plus efficace s'il est prévu que certains fonctionnaires seront spécialement choisis et préparés pour s'occuper des enfants. Ces fonctionnaires ne doivent pas être seuls à assurer la prévention, mais ils peuvent conseiller et guider les jeunes gens qui risquent de commettre des infractions.

Dès que la délégation de la F.I.F.S.P. a eu connaissance de ce texte, elle a rédigé et fait présenter, en collaboration avec le représentant de la C.I.P.C., un projet d'amendement ainsi conçu :

La mission fondamentale de la police étant d'assurer la protection des biens et des personnes, la prévention de la délinquance, et particulièrement de celle des mineurs, entre normalement dans ses attributions.

Par la nature de leur mission, les fonctionnaires de police sont en contact permanent avec tous les milieux sociaux. Etant ainsi bien placés pour détecter l'état dangereux et les fac-

It was decided that the section would have to devote its main attention to the question of the pre-delinquent state, that is, to the prevention of juvenile delinquency in cases where no breach of the law had yet taken place. In addition it was decided to examine, taking into account what is already done in each country in the field of prevention of juvenile delinquency, how preventive action could be developed (1) collectively; (2) in the home and at school; (3) in the social services and (4) in any other institutions. It was agreed that this classification could result in some overlapping because certain of the means enlisted, for example, governmental and medical services; could be employed in two or more of the classifications enumerated.

In spite of this, and other similar possible objections discussions took place in the points quoted and the final report drew up the conclusions under the following headings :—

- (a) Living conditions.
- (b) The home and school.
- (c) Work.
- (d) Social Services, including health services.
- (e) Other institutions.
- (f) Research.

The work of section (3) was incorporated in a report of thirteen pages but the only reference to police action in these pages was as follows :—

"The Police Service can take a more useful interest in young people if some of its officials are specially selected and trained to deal with children. These officials should not devote themselves solely to the prevention of delinquency but they could advise and guide young people who are in danger of committing breaches of the law."

On reading this passage the I.F.S.P.O. delegation, in collaboration with the I.C.P.C. representative, drew up and presented a proposed amendment in the following terms :—

The fundamental mission of the police is to ensure the protection of property and persons and the prevention of delinquency, particularly of minors, is normally one of its duties.

From the nature of their function, police officers are in permanent contact with all classes of society. Being thus well placed to detect dangerous conditions and criminogenic factors, it is for them to take steps within their

leurs criminogènes, il leur appartient soit de prendre les mesures de leur compétence, soit d'alerter les autorités judiciaires, les services sociaux, sanitaires, etc., qualifiés.

Dans le cadre de la police générale, l'institution de services spécialisés de police des mineurs doit être officiellement encouragée. Ces services spécialisés devront se composer de fonctionnaires de police ayant reçu une formation particulière.

En cette matière, il convient de se rapporter aux multiples décisions de la Commission

competence and also to alert the judicial authorities, the social, health and other qualified services.

In the general organisation of the police, the institution of special police services for juveniles should be officially encouraged. These special services should be composed of specially trained police officers.

Reference may be made on this subject to the many resolutions of the International Criminal Police Commission and the reports



Une partie de l'exposition de la F.I.F.S.P. dans une galerie du Palais des Nations.

Internationale des Fonctionnaires Supérieurs de Police.

Signé par le délégué du Chili, M. dr Don Israël DRAPKIN, défendu à la tribune par M. HILL (Grande-Bretagne) et M. SIMEON, directeur de l'Education surveillée (France) et malgré l'avis défavorable du rapporteur, ce texte a été adopté par 19 voix contre 8 sur les 27 votes exprimés.

De la proposition primitive, seules les allusions aux travaux de la C.I.P.C. et de la F.I.F.S.P. ont été supprimées en vertu du principe qu'aucune organisa-

of the International Federation of Senior Police Officers.

Signed by the Chilean delegate M. dr. Don Israel DRAPKIN, supported by Mr. HILL (Great Britain) and also by M. SIMEON, director of Surveaged Education (France). In spite of the unfavourable attitude of the reporter the amendment was adopted by 19 votes to 8 of the 27 votes cast).

Of the original proposal only the references to the work of the I.C.P.C. and the I.F.S.P.O. have been

tion non gouvernementale ne pouvait être citée dans le rapport définitif. Il n'en reste pas moins que l'adoption du texte en question revêt un intérêt tout particulier, surtout en le rapprochant de la résolution finale qui recommande au secrétaire général des Nations Unies d'organiser un programme de travail où serait incluse l'étude de l'action de la police en matière de prévention de la délinquance juvénile.

Il est évident que, depuis quelques années, l'opinion des spécialistes, criminologues, magistrats, juristes, etc., etc., sur la police et son action, a considérablement évoluée. Si l'on se souvient de réunions internationales tenues voilà seulement trois ou quatre ans, on peut mesurer le chemin parcouru. Il n'est qu'à citer les commentaires et le vote favorable de différents délégués qui, encore réticents à Zagreb en 1954, au Congrès national de l'Enfance, ont manifesté à Genève, leur compréhension de notre thèse et se sont déclarés convaincus de l'utilité d'inclure la police dans les organismes de protection sociale.

En ce qui concerne plus particulièrement l'action de la F.I.F.S.P., on a pu remarquer que, tout d'abord, les principes généraux de la prévention de la délinquance juvénile exposés par le Comité consultatif spécial d'expert de l'O.N.U. (documents 4/CN.5/319 du 18 août 1955) correspondent à ceux exposés dans le rapport publié avec le concours de l'U.N.E.S.C.O. et intitulé : « L'action de la police dans la protection de la santé mentale des enfants. » Ce rapport où les travaux de notre organisation sont d'ailleurs cités dans de nombreux documents officiels du Congrès de l'O.N.U.; notamment par l'U.N.E.S.C.O., document A/CONF/6/C3/L1 du 19 juillet 1955; par l'Union internationale de la protection de l'Enfance qui reproduit le passage des conclusions relatives à la police qui ont été adoptées à Zagreb en 1955, à la suite des interventions du délégué de la F.I.F.S.P. Un document de l'O.N.U., en anglais, réf. : M.C.P.C./8.55 cite le rapport de la F.I.F.S.P. sur plusieurs pages. Le secrétariat des Nations Unies a également utilisé ce rapport et tout particulièrement dans deux importants documents de base. Le rapport officiel du secrétariat pour le Congrès N.U./S.T./S.O.A./SER-M./7-6 et la brochure intitulée « La prévention de la délinquance juvénile dans certains pays européens » N.U.-S.T./S.O.A./S.D./6; dans ce dernier document, le rapport de la F.I.F.S.P. est cité sur près de dix pages. Enfin, toutes les bibliographies publiées par les Nations Unies le mentionnent et des rapports présentés par des organisations non gouvernementales s'y réfèrent.

Ces résultats sont extrêmement encourageants. Le succès remporté par l'édition française de ce rapport de la F.I.F.S.P. va certainement se prolonger à la

suppressed because of the stipulation that no non-governmental organisation may be quoted in the final report. Nevertheless, the adoption of the text in question arouses particular interest, especially when it is compared with the final resolution which recommends the Secretary-General of the United Nations to draw up a programme of work to include an examination of police action in the prevention of juvenile delinquency.

It is clear that for several years the opinions of experts, criminologists, magistrates, lawyers, etc., on the police and their activities, have developed considerably. In recalling those international meetings of three or four years ago it is possible to assess the progress made. One need only quote the comments and the favourable votes of the different delegates who, though still very reticent at the World Congress on Youth at Zagreb in 1954, have nevertheless shown at Geneva their grasp of our plans and have said they think it proper to include the police amongst organisations for social protection.

As far as the action of the I.F.S.P.O. particularly is concerned, it is to be noted first of all that the general principles of the prevention of juvenile delinquency expounded by the special consultative committee of U.N.O. experts (document 4/C.N.5/319) of the 18th August, 1955) correspond with those expounded in the report published with the approval of U.N.E.S.C.O. and entitled "Police Action in the Protection of the Mental Health of Children." The work of our organisation is quoted also in very many other official documents of the U.N.O. Congress, notably by U.N.E.S.C.O., document A/CONF/6/C3/L1. of the 19th July, 1955; by the International Union for the Protection of Children which reproduces the passage on the conclusions regarding the police which were adopted at Zagreb in 1955, following representations made by the delegate of the I.F.S.P.O. An U.N.O. document in English, ref. M.C.P.C./8.55, quotes the report of the I.F.S.P.O. on several pages. The Secretariat of the United Nations also has made use of this report, particularly in two important fundamental documents; the official report of the Secretariat for the congress N.U./S.T./S.O.A./SER-M/7-6, and the booklet entitled "The Prevention of Juvenile Delinquency in some European Countries." N.U.-S.T./S.O.A./S.D./6. In this last document the report of the I.F.S.P.O. was quoted on about ten pages. Finally all the bibliographies published by the United Nations mention this document as do also reports submitted by non-governmental organisations make reference to it.

suite de la publication récente de la version anglaise et peut-être plus encore si le projet de publication en espagnol, actuellement à l'étude, se réalise.

Le Congrès des Nations Unies était accompagné d'une importante exposition consacrée surtout aux réalisations des différents pays dans le domaine pénitentiaire. De nombreux gouvernements avaient fait un gros effort en envoyant des maquettes, des photographies et des graphiques qui ont été particulièrement appréciés des spécialistes.

Bénéficiant de l'invitation du secrétariat des Nations Unies, la F.I.F.S.P. avait le privilège de disposer d'un vaste panneau, long de huit mètres, dans la galerie principale menant à la salle de l'Assemblée des Nations Unies. Dès le lundi matin, profitant de toutes les heures disponibles, le secrétaire général a installé les graphiques, les photographies, les brochures relatives à la prévention de la délinquance juvénile qui avaient été envoyées par les membres de la F.I.F.S.P.

On remarquait des graphiques sur l'action de la police des mineurs à Liverpool (Grande-Bretagne), à Toulouse (France), des photos provenant d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, etc., etc.

Étaient également exposés des brochures et des articles sur le même sujet, rédigés par des fonctionnaires de police de ces pays et de quelques autres.

De plus, des exemplaires de la « Revue Moderne de la Police » et un certain nombre de brochures sur « L'action de la police dans la protection de la santé mentale des enfants », en français et en anglais, avaient été mis à la disposition des congressistes et des visiteurs. Malgré le nombre important de ces publications, au bout de quelques jours tout était épuisé et un envoi complémentaire a subi le même sort en quelques heures.

Cette évidente marque d'intérêt, et pour l'action préventive de la police et l'activité de la F.I.F.S.P., constitue également un puissant encouragement. Il n'est d'ailleurs pas exagéré de conclure que le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a permis à la fonction policière et à la F.I.F.S.P. de mesurer l'évolution favorable des milieux scientifiques, il constitue également pour elle, à des titres différents, une prise de position importante sur le plan international.

These are extremely encouraging results. The success achieved by the French edition of the report of the I.F.S.P.O. will certainly be continued by the recent publication of an English version and, perhaps, still further extended if the proposed publication in Spanish, which is now being studied, is realised.

During the course of the United Nations Congress an important exhibition devoted mainly to the achievements of different countries in the penitentiary field was held. Many governments made an important contribution by sending models, photographs and diagrams, which were especially appreciated by the experts.

At the invitation of the Secretariat of the United Nations the I.F.S.P.O. was privileged to exhibit a large panel, 8 yards long, in the main gallery leading to the assembly hall of the United Nations. From Monday morning, using all his spare time, the Secretary-General exhibited the diagrams, photographs and booklets relating to the Prevention of Juvenile Delinquency which had been sent to him by members of the I.F.S.P.O.

There were diagrams illustrating the activities of the police who deal mainly with minors at Liverpool (Great Britain), Toulouse (France) together with photographs from Germany, France, Great Britain and the Netherlands, etc.

Booklets and articles on the same subject which had been prepared by police officials of these countries and of several others, were also exhibited.

In addition copies of the "Modern Police Revue" and some booklets on the "Police Action in the Protection of Mental Health of Children" in French and English were placed at the disposal of the congressists and visitors. Despite the large number of these publications they had all been taken in a few days and a further supply was also quickly taken.

This obvious interest in the preventive action of the police and the activities of the I.F.S.P.O. is greatly encouraging. It is no exaggeration to say that the first congress of the United Nations for the prevention of crime and the treatment of delinquents has enabled the police authorities and the I.F.S.P.O. to measure the favourable developments in scientific circles. It also constitutes, on different grounds, an important stand on the international plane.

Police Officers, this is your review, your subscription will help, so will your articles to publish

This archiving project is a collaborative effort between United Nations Office on Drugs and Crime and American Society of Criminology, Division of International Criminology. Any comments or questions should be directed to Cindy J. Smith at CJSmithphd@comcast.net or Emil Wandzilak at emil.wandzilak@unodc.org.